

SOLIDAIRES



PAYER PLUS POUR DES RENTES PLUS BASSES ? C'est ce que prévoit le projet de réforme des caisses de pension. Nous ne l'accepterons pas ! C'est pourquoi l'Union syndicale suisse, avec le PS Suisse, a lancé un référendum contre ce projet. Nous prenons parti pour des rentes dignes !

Record : plus de 140 000 signatures pour le référendum contre le projet de réforme des caisses de pension



Pierre-Yves Maillard, conseiller national et candidat au Conseil des États (VD), président de l'Union syndicale suisse (USS)

« Pour les banques, il y a toujours de l'argent, mais pour la population il n'y a jamais rien ! » ou encore « Payer plus pour une retraite plus faible ? Il faut empêcher cela ! » Toutes les personnes qui ont récolté des signatures pour le référendum contre le projet mal ficelé de réforme des caisses de pension ont entendu de tels commentaires. Il n'est pas surprenant qu'un mois avant le délai de dépôt, le référendum lancé par l'USS et le PS ait déjà recueilli plus de 140 000 signatures. Le référendum a été déposé fin juin. Nous pourrions vraisemblablement voter sur ce sujet en mars 2024.

Les salaires et les rentes ne suivent pas

La colère contre le projet est immense. Beaucoup de personnes dans ce pays ne comprennent pas pourquoi elles sont de nouveau confrontées à un projet de baisse des rentes alors que les loyers et les primes d'assurance-maladie augmentent et que les salaires

réels baissent. D'autant plus que les rentes des caisses de pension sont en baisse depuis des années et ce, malgré l'augmentation des cotisations. En outre, ces rentes ne sont pas adaptées au renchérissement, raison pour laquelle elles continuent de perdre de la valeur en cette période d'inflation.

Depuis le début du siècle, les nouvelles rentes ont baissé de plus de 20 % à capital égal, alors que, pendant ces mêmes vingt années, les capitaux du deuxième pilier ont plus que doublé, passant de 500 milliards environ à près de 1100 milliards. Cette hausse de capitalisation a aussi fait exploser les bénéfices que retirent les milieux financiers du deuxième pilier et qui se chiffrent en milliards. Autant d'argent qui manque aux rentiers chaque année.

Des cotisations plus élevées, des rentes plus basses

Et maintenant, la réforme des caisses de pension telle qu'imposée par la majorité de droite du

Parlement propose de baisser le taux de conversion de 6,8 % à 6 %, ce qui signifie une baisse linéaire des futures rentes de la partie obligatoire de 12 % environ. D'autre part, la déduction de coordination sera massivement réduite, ce qui provoquera une hausse brutale des cotisations pour les bas salaires.

Le financement solidaire proposé par les partenaires sociaux et le Conseil fédéral, qui aurait permis une amélioration des petites rentes grâce à une contribu-

tion des plus aisé-es, a été vidé de sa substance. Or seul un financement solidaire qui sollicite les riches permettra d'améliorer les rentes des personnes qui ont des faibles salaires, notamment parce qu'elles doivent travailler à temps partiel pour pouvoir assumer les tâches éducatives. On ne peut guère produire une bonne rente avec un bas salaire, même en cotisant jusqu'au dernier centime. Comme l'a expliqué la co-présidente du PS Suisse Mattea Meyer lors des votes finaux en mars, « si

vous construisez un projet dans lequel une infirmière à temps partiel de 50 ans avec un revenu mensuel brut de 4500 francs devra à l'avenir payer 147 francs de cotisations salariales supplémentaires par mois pour obtenir 8 francs de rente en moins, alors vous n'avez pas fait votre travail. »

C'est pourquoi l'AVS est plus favorable aux femmes que le deuxième pilier, du moins aussi longtemps que la droite continuera de bloquer cette LPP dans une logique de pure épargne individuelle. Et

c'est pourquoi les deux milliards de cotisations supplémentaires que ce mauvais projet de réforme de la LPP veut prélever seraient mieux investis dans une 13e rente AVS, comme le propose notre initiative.

Ce projet doit être stoppé et il est temps de prendre parti pour des rentes dignes !

Une vie digne pour toutes et tous

LE « WOKISME » SERAIT UN MOUVEMENT POLITIQUE, UNE IDÉOLOGIE PROVENANT DES ÉTATS-UNIS, récemment répandue en Europe et représenterait un danger pour les valeurs occidentales en s'attaquant aux fondements de notre société. Le « wokisme » serait donc le combat féministe, la lutte contre l'homophobie, contre le racisme. Il serait ainsi un nouveau mouvement radical délaissant les luttes historiques de la gauche, à savoir la défense des classes moyennes et défavorisées. Il s'agit en réalité d'un épouvantail agité par les milieux réactionnaires pour qualifier toute revendication progressiste « extrême » ou « dangereuse ». En bref, le « wokisme » n'existe pas.



Robin Magnusson, collaborateur romand du PS Suisse

de sa lutte pour les classes défavorisées et moyennes. Par cette critique, la droite nie le fait que les femmes, les personnes racisées ou issues de l'immigration, les personnes LGBTQIA+ sont des groupes sociaux défavorisés économiquement et socialement. La difficulté à obtenir un

emploi ou un logement, les inégalités salariales, les agressions ou un taux de suicide plus élevé ont des conséquences directes sur les conditions de vie des minorités. L'émancipation de toutes les formes de domination sociale et économique est le pilier de la politique socialiste.

Le « wokisme » n'a donc de sens que lorsque la droite fait croire qu'il existerait un tel mouvement. Et c'est bien là tout l'enjeu de ce terme. En l'imposant dans les médias et le débat public, la droite crée un nouvel ennemi, discrédite la gauche, rend impossible toute forme de débat. Le Parti socialiste est fier de se battre contre une réforme injuste des caisses de pension, pour un droit pénal en matière sexuelle moderne, pour faire diminuer la charge des primes qui pèse toujours plus sur la population. Nous voulons une vie digne pour toutes et tous, sans exception.

Comme tous les progrès défendus par la gauche, les revendications progressistes visant à améliorer la vie des gens, quelle que soit leur orientation sexuelle, leur couleur de peau ou de passeport ou encore leur identité de genre, sont toujours trop radicales pour la droite. Le droit de grève au 19^e siècle, les Suffragettes au début du 20^e, le mouvement des droits civiques pour les afro-américain-es, l'abolition de la peine de mort sont autant d'exemples de mouvements qualifiés en leur temps de radicaux.

Le prétendu « wokisme » détournerait la gauche historique



MONIKA FLUCKIGER



Pour les fleurs et les abeilles

LA BIODIVERSITÉ EST EN GRAND DANGER. Si nous voulons empêcher la disparition massive de plantes, d'animaux et d'écosystèmes, ainsi que de la diversité génétique, nous devons agir maintenant. Un oui à l'initiative pour la biodiversité est donc nécessaire.

En ce moment, la nature est en fête : les fleurs multicolores éclosent partout, leur parfum attire toutes sortes d'insectes et d'oiseaux, les fruits mûrissent. Cette grande diversité de plantes et d'animaux est également connue sous le nom de biodiversité. C'est justement maintenant que l'on voit à quel point tout est étroitement interconnec-

té. Et cette diversité est en grand danger, car le système est fragile. Un tiers de toutes les espèces animales et végétales de Suisse sont menacées, tout comme leurs habitats. Nous sommes confronté-es à une crise aiguë de la biodiversité, aussi menaçante que la crise climatique.

La disparition des insectes est visible

Autrefois, après un trajet en voiture, il fallait nettoyer son pare-brise parce qu'il était couvert d'insectes morts. Aujourd'hui, ce n'est plus nécessaire. Et les papillons qui dansent autour des réverbères appartiennent eux aussi au passé. En une génération seulement, la masse des insectes a diminué de trois quarts. Qui polliniseront nos cultures à l'avenir si ceux-ci viennent à manquer? Que mangeront les poissons et les oiseaux

si le maillon le plus important de la chaîne alimentaire disparaît? À cela s'ajoute le fait que 90 % de tous les marais de Suisse ont été détruits, et que les prairies sèches riches en espèces ont presque disparu également.

Le mauvais état de la biodiversité nous touche toutes et tous, surtout dans l'agriculture. Elle a besoin de la biodiversité! La biodiversité assure la fertilité des sols et donc la sécurité alimentaire. La pollinisation par les insectes est estimée à elle seule à 340 millions de francs par an.

Le sol disparaît

En Suisse, un mètre carré de sol est construit chaque seconde. Cela représente dix terrains de football. Chaque jour, de plus en plus d'espèces animales et végétales finissent sur liste rouge. La nature et le paysage sont soumis à

une énorme pression. Les intérêts en matière de protection sont mis de côté au profit des intérêts économiques. En ce qui concerne la protection de la nature, la Suisse n'est plus un modèle depuis longtemps. À peine 11 % de la surface de notre pays sont protégés. Nous nous situons ainsi parmi les derniers en Europe.

La population accorde une grande importance à la valeur de la nature. C'est ce que révèle un sondage représentatif réalisé par l'institut de recherche Sotomo en 2022. À la question «Que signifie la prospérité pour vous?», une majorité des personnes interrogées (62 %) n'a pas fait référence au fait d'«avoir de l'argent pour acheter de belles choses» ou de «pouvoir voyager», mais à une «nature intacte».

La biodiversité meurt en silence

La nature est le fondement de notre existence. Les plantes, les animaux, les champignons et les micro-organismes aident à régu-



Ursula Schneider Schüttel, conseillère nationale (FR)



ALBERT KREBS, ETH ZÜRICH



ALBERT KREBS, ETH ZÜRICH



HANS R. REINHARD, ETH ZÜRICH

ler le climat, purifient l'air et l'eau, servent notre santé et contribuent largement à la sécurité alimentaire.

La biodiversité rend le monde plus juste. Sa protection et sa conservation sont la clé de la lutte contre la pauvreté, car des écosystèmes sains garantissent des aliments sains et de l'eau propre. Ils contribuent à l'échelle mondiale à l'atténuation du changement climatique en tant que réservoirs naturels de carbone et amortissent les phénomènes météorologiques extrêmes.

La crise climatique et la crise de la biodiversité sont les deux faces d'une même médaille. Les deux crises sont existentielles et doivent être résolues par nous toutes et tous. Alors que la crise climatique attire l'attention par des catastrophes comme les sécheresses et les inondations, la crise de la biodiversité est silencieuse. La mort de la nature demeure trop souvent invisible. Espèce après espèce, elle disparaît sans bruit et sans que l'on s'en aperçoive. Il est grand temps de mettre un terme à cette extinction des espèces et de garantir durablement la base de notre vie.

L'initiative pour la biodiversité donne une voix à l'extinction des espèces

Les organisations environnementales ont donc récolté des signatures et déposé l'initiative pour la biodiversité en automne 2020. Celle-ci demande des surfaces et des moyens financiers suffisants pour la préservation de la nature ainsi qu'une meilleure protection du paysage et du patrimoine architectural. Le Conseil fédéral rejette certes l'initiative, mais reprend les demandes dans un contre-projet indirect. Il a ainsi reconnu l'urgence d'agir. Avec environ 100 millions de francs, il veut accélérer la stratégie existante en matière de biodiversité. Le Conseil national l'a suivi et a même amélioré le contre-projet en y ajoutant l'instrument des zones de biodiversité.

Malheureusement, le Conseil des États n'a pas voulu en entendre parler. Trop de surfaces exigées! Trop cher! Il a coulé le contre-projet en juin dernier, bien que les cantons aient mis en garde le Conseil des États sur le fait que la perte de biodiversité et les coûts qui en découlent, estimés à 14 milliards de francs en 2050, les préoccupent. Les coûts du contre-projet

indirect seraient en revanche modestes. Réparer les dégâts nous coûterait beaucoup plus cher. Le Conseil des États a manqué l'occasion de prendre en compte la valeur économique des prestations de notre écosystème dans ses décisions. Il aura peut-être encore

une chance si le Conseil national maintient l'entrée en matière sur le contre-projet. Sinon, le peuple doit corriger le tir et accepter l'initiative sur la biodiversité. Nous nous mettons au travail – pour la nature, pour le climat, pour la population.

Informations de première main

En leur proposant le magazine «Solidaires», le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-es socialistes du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles concernant leurs domaines de prédilection respectifs pour informer au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour les valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir «Solidaires» régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à solidaires@pssuisse.ch.

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

IMPRESSUM SOLIDAIRES – Le magazine des donatrices et donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, solidaires@pssuisse.ch. Rédaction: Pia Wildberger, Colin Vollmer, Clément Borgeaud, Robin Magnusson. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 31 000 en allemand, 9000 en français: total 40 000. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.





LÉGISLATURE 2019 – 2023

Les principales victoires du PS

DANS NOTRE LUTTE POUR UNE SUISSE SOLIDAIRE ET JUSTE, NOUS VOULONS VALORISER NOS SUCCÈS. Nous pouvons y puiser force et motivation pour nos engagements futurs. Au cours de la législature actuelle (de 2019 à 2023), nous avons obtenu ensemble un certain nombre de résultats, tant dans les urnes qu'au Parlement.

Nous jetons un regard rétrospectif sur plusieurs votations populaires qui ont fait date. Le PS s'est fortement engagé pour un droit matrimonial progressiste et pour l'égalité des couples de même sexe. Le **mariage pour toutes et tous** a été accepté par une large majorité de la population.

En réaction à l'état d'urgence dans le domaine des soins et aux difficultés vécues par le personnel concerné, le PS s'est battu en première ligne pour améliorer les conditions de travail dans ce domaine. Cela a porté ses fruits: la population a clairement approuvé **l'initiative pour des soins infirmiers forts**.

En outre, le PS a empêché à trois reprises, à lui seul, que les entreprises et les hauts revenus profitent unilatéralement de nouveaux privilèges fiscaux, alors que le pouvoir d'achat de la population est de plus en plus sous pression. L'arnaque **des déductions pour enfants, la suppression du droit de timbre** et, plus récemment, **la suppression de l'impôt anticipé** ont toutes été rejetées dans les urnes.

Récemment, nous avons pu fêter un autre succès important: nous avons gagné la votation sur **la loi climat** (contre-projet à l'initiative pour les glaciers) – malgré la campagne de fausses informations de l'UDC qui a coûté des millions. Grâce à cette victoire, la protection du climat va maintenant de l'avant et la sécurité de l'approvisionnement est également renforcée.

Convaincre le Parlement

Des décisions importantes ont été prises non seulement dans les

urnes, mais aussi au Parlement. Malgré une majorité de droite, le PS a obtenu des avancées dans des domaines clés grâce à son travail de persuasion et à son talent de négociation. Un changement important a été apporté par le **contre-projet à l'initiative sur la transparence du PS**. Désormais, la Suisse dispose enfin de règles de transparence efficaces en ce qui concerne le financement des partis, des élections et des votations au niveau national. Elles seront appliquées pour la première fois lors des élections de cet automne.

Le PS prend également parti avec succès pour la majorité de la population sur les questions sociales et de santé. Le Parlement a introduit **des rentes-pont pour les chômeur-euses âgé-es**. Notre ténacité a permis d'obtenir une **révision progressiste du droit pénal en matière sexuelle** (solution «seul un non est un non»). Et pendant la **pandémie de COVID**, le PS s'est engagé dès le début, avec les associations sectorielles concer-

nées, les PME et les indépendantes, pour trouver de bonnes solutions afin de préserver les emplois tout en protégeant la santé de la population.

Il ne faut pas non plus oublier les succès en matière de politique étrangère: grâce au **contre-projet à l'initiative de rectification**, les armes ne sont plus exportées vers des pays qui violent systématiquement et gravement les droits humains, comme l'Arabie saoudite par exemple. C'est grâce à la pression du PS que la Suisse a adopté en grande majorité **les sanctions de l'UE contre la Russie** au début de la guerre d'agression de Vladimir Poutine contre l'Ukraine.

Tous ces succès n'ont été possibles que grâce au soutien généreux de nos 40 000 donateurs et donatrices et de nos plus de 30 000 membres. Ensemble, prenons parti pour une Suisse solidaire. Un grand merci!



Sophie Glaser, recherche de fonds



**Initiative
pour les
crèches**

Parrainage de l'initiative pour les crèches

Des places de crèche de qualité permettent de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Il y a urgence. Aujourd'hui, les femmes continuent d'assumer la majeure partie du travail de « care » familial, ce qui les oblige à mettre entre parenthèses leur activité professionnelle, voire quitter complètement leur emploi. Tous les parents doivent pouvoir choisir comment elles et ils souhaitent que leurs enfants soient pris en charge.

Devenez dès maintenant parrain ou marraine de l'initiative sur les crèches. Engagez-vous jusqu'à la votation en faisant un don régulier. L'initiative sur les crèches demande des places de crèche à un prix abordable pour toutes et tous et de bonnes conditions de travail pour les employé-es du secteur.

En tant que parrain ou marraine, vous devenez un soutien important de l'initiative sur les crèches. En faisant un don régulièrement, vous nous permettez de bénéficier d'une sécurité financière bienvenue pour assurer la planification de toute la campagne. Ensemble, nous allons poser la prochaine pièce du puzzle pour plus d'égalité. Merci de votre engagement !

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.

Regula-Sibylle Schweizer, responsable des parrainages et des legs

Parrainez dès maintenant l'initiative pour les crèches :

par internet : creches-de-qualite.ch/parrainage

par téléphone : 031 329 69 87

ou par courriel : regula.schweizer@pssuisse.ch

PS

